

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Sylvie Chouinard CPA, OMA, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Granby pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

Signature  

Date 28 avril 2025

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	27
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	28
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	29
Situation financière par organismes	30
Charges par objets	31
Excédent (déficit) accumulé	32
Avantages sociaux futurs	36

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	44
Analyse des charges consolidées	56

RAPPORT

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Granby

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Granby (ci-après « la Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2024 ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Aux 31 décembre 2024 et 2023, la Ville n'a pas évalué ni comptabilisé de passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, n'a pas fourni les informations requises sur les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et n'a pas déterminé les ajustements à apporter aux autres postes des états financiers, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les incidences de cette dérogation sur les états financiers pour les exercices terminés les 31 décembre 2024 et 2023 n'ont pu être quantifiées. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion avec réserve sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, comme nous l'avons fait pour les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

Observation - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

RAPPORT

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.
Granby (Québec), 28 avril 2025
CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A125850

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	106 891 790	108 775 546	102 162 389
Compensations tenant lieu de taxes	2	3 296 344	3 383 530	3 123 121
Quotes-parts	3			
Transferts	4	6 204 487	20 329 655	21 757 014
Services rendus	5	3 380 315	6 704 201	6 453 556
Imposition de droits	6	6 261 000	11 433 371	10 971 150
Amendes et pénalités	7	2 761 400	2 332 622	2 778 402
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	485 903	963 446	819 641
Autres revenus	10	369 548	4 874 824	12 688 039
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	129 650 787	158 797 195	160 753 312
Charges				
Administration générale	14	16 313 477	16 497 748	16 067 667
Sécurité publique	15	29 326 828	27 522 189	25 631 822
Transport	16	21 701 967	32 413 919	30 777 115
Hygiène du milieu	17	18 963 951	27 327 110	25 215 590
Santé et bien-être	18	379 200	2 584 829	286 022
Aménagement, urbanisme et développement	19	5 805 355	8 694 310	6 765 184
Loisirs et culture	20	22 182 498	30 235 623	27 716 542
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	3 869 029	4 690 125	3 139 893
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	118 542 305	149 965 853	135 599 835
Excédent (déficit) lié aux activités	25	11 108 482	8 831 342	25 153 477
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		440 488 489	415 335 012
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		440 488 489	415 335 012
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		449 319 831	440 488 489

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 957 302	2 286 567
Débiteurs (note 5)	2	92 759 411	86 601 571
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	979 664	612 407
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	95 696 377	89 500 545
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	24 454 837	14 748 713
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	21 126 804	23 525 798
Revenus reportés (note 11)	12	6 680 021	4 774 654
Dette à long terme (note 12)	13	82 130 756	76 891 866
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	20 875 300	24 330 586
Autres passifs (note 14)	15	765 000	1 918 200
	16	156 032 718	146 189 817
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(60 336 341)	(56 689 272)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	505 107 023	492 836 031
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	1 948 103	1 900 048
Stocks de fournitures	20	1 408 074	1 455 598
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	1 192 972	986 084
	23	509 656 172	497 177 761
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	449 319 831	440 488 489
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	449 319 831	440 488 489
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	449 319 831	440 488 489

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	11 108 482	8 831 342	25 153 477
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)(	41 462 360)(	53 706 421)
Produit de cession	3	10 000	39 689	463 895
Amortissement	4	23 490 632	26 896 311	26 929 967
(Gain) perte sur cession	5	(10 000)	(26 610)	(398 644)
Réduction de valeur / Reclassement	6		2 281 982	(67 648)
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	23 490 632	(12 270 988)	(26 778 851)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		(48 055)	766 932
Variation des stocks de fournitures	10		47 524	(194 662)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(206 892)	168 199
	13		(207 423)	740 469
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			(11)
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	34 599 114	(3 647 069)	(884 916)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(56 689 272)	(55 804 356)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(56 689 272)	(55 804 356)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(60 336 341)	(56 689 272)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	8 831 342	25 153 477
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	26 896 311	26 929 967
Autres			
▪ (Gain) perte sur cession	3.1	(26 610)	(398 644)
▪ Réduction de valeur / reclassement	3.2	2 281 982	(67 648)
▪ Réduction de valeur sur placement	3.3	71 097	83 732
	4	38 054 122	51 700 884
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(6 157 840)	(11 237 570)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(2 150 360)	1 165 825
Revenus reportés	8	1 905 367	37 059
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9	(3 455 286)	(2 479 073)
Propriétés destinées à la revente	10	(48 055)	766 932
Stocks de fournitures	11	47 524	(194 662)
Autres actifs non financiers	12	(206 892)	168 199
	13	27 988 580	39 927 594
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	42 864 194) (	52 012 438)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	39 689	463 895
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 (	)	(
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(42 824 505)	(51 548 543)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 (	87 581) (	115 049)
Remboursement ou cession	20		84 459
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 (	350 773) (	)
Cession	22		99 444
	23	(438 354)	68 854
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	20 289 188	14 292 300
Remboursement de la dette à long terme	25 (	14 997 216) (	17 483 503)
Variation nette des emprunts temporaires	26	9 706 124	14 748 713
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(53 082)	15 732
Autres			
▪	28.1		
	29	14 945 014	11 573 242
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(329 265)	21 147
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	2 286 567	2 265 420
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	2 286 567	2 265 420
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	1 957 302	2 286 567

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Granby a été constituée en vertu de la Loi sur les Cités et Villes suite à un décret de fusion en date du 1er janvier 2007. La nouvelle Ville de Granby est issue de la fusion de la municipalité du Canton de Granby et de l'ancienne Ville de Granby.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville de Granby, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent la quote-part revenant à la Ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges des organismes contrôlés et des partenariats auxquels elle participe.

a) Périmètre comptable

Les organismes suivants ont été consolidés sur la base de la consolidation ligne par ligne à 100 % :

Granby Multi-Sports

Vie culturelle et communautaire de Granby

Le Centre d'interprétation de la Nature du Lac Boivin

La Corporation de Développement Commercial et Touristique de Granby et régions

Le club de Golf Miner inc.

b) Partenariats

Les organismes suivants ont été consolidés sur la base de la consolidation proportionnelle ligne par ligne dans les proportions indiquées:

La Régie Aéroportuaire Régionale des Cantons de l'Est à 33.33 %

Ami-Bus Inc. à 83.89 %

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

D) Passifs

Passif au titre de l'assainissement des sites contaminés

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la ville, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées au passif au poste Assainissement des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la ville en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

E) Actifs non financiers

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont des actifs non financiers qui sont acquis, construits, développés ou améliorés, dont la durée de vie utile s'étend au-delà de l'exercice, et qui sont destinés à être utilisés de façon durable pour la production de biens ou la prestation de services.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, incluant les coûts de transaction et les coûts de mise hors service d'immobilisations, le cas échéant. Le coût des immobilisations corporelles louées en vertu de contrats de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements exigibles.

Les immobilisations corporelles acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à la juste valeur au moment de l'acquisition.

Amortissement

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants:

Taux

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Infrastructures de rues	2.5 %
Autres infrastructures	5 à 20 %
Resurfaçage	10 %
Bâtiments	2.5 %
Bâtiments - Améliorations locatives	10 %
Véhicules automobiles	10 à 20 %
Véhicules lourds	10 %
Ameublement et équipement de bureau	10 à 20 %
Machinerie, outillage et équipement	10 à 20 %
Machineries lourdes	10 %

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent(du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Stocks de fournitures

Le coût des stocks de pièces de véhicules est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré et le coût des autres stocks est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti. Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

F) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées dès l'entrée en service des modifications apportées à des immeubles ou de la construction de nouveaux immeubles, sans égard à la date à laquelle les certificats de modification ont été émis, pourvu qu'il soit possible de faire une estimation raisonnable de la valeur des modifications ou ajouts en cause.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les contributions de la Municipalité régionale de comté de La Haute-Yamaska relatives à l'imposition des droits de carrières et sablières sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel les critères d'admissibilité ont été satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible. Ces contributions sont reportées et comptabilisées à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles elles sont affectées.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lorsque la créance devient exécutoire.

Les intérêts sur les placements et les autres revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste de Revenus reportés.

G) Avantages sociaux futurs

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La dépense de fonctionnement est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

La Ville de Granby a choisi d'évaluer la valeur des actifs du régime selon une méthode de valeur actuarielle lissée intégrée progressivement sur 5 ans. La valeur de l'actif au 31 décembre 2006 est lissée sur 1 an, au 31 décembre 2007 sur 2 ans, au 31 décembre 2008 sur 3 ans, au 31 décembre 2009 sur 4 ans et au 31 décembre 2020 sur 5 ans. Depuis le 31 décembre 2010, la valeur de l'actif est lissée sur 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement en charge à la dépense de fonctionnement.

Le déficit initial au titre des avantages sociaux futurs constaté en date du 1er janvier 2007 correspond à la somme des déficits initiaux moins les surplus initiaux en prenant en considération tous les régimes, capitalisés et non capitalisés. La constatation s'est faite par redressement du surplus (déficit) accumulé non affecté des exercices antérieurs. Ce redressement fait l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pouvoir aux fins de taxation.

Le déficit initial au titre des avantages sociaux futurs constaté en date du 1er janvier 2007 ainsi que la dépense de fonctionnement de l'exercice attribuées aux prestations régulièrement bonifiées ont fait l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pouvoir aux fins de taxation jusqu'en 2010. Les soldes accumulés attribuables au régime capitalisé sont entièrement amortis depuis le 1er janvier 2017.

L'excédent de la dépense de fonctionnement de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pouvoir aux fins de taxation.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pouvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pouvoir représentent le montant des dépenses de fonctionnement, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ces montants sont créés aux fins suivantes et sont amortis selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes:

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- Avantages sociaux futurs :

- pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés et non capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
- pour le coût relié aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
- pour le déficit initial en date du 1er janvier 2007 ainsi que la dépense de fonctionnement de l'exercice attribuées aux prestations régulièrement bonifiées : la ville se prévaut des allègements prévus par le Ministère.
- pour l'excédent de la dépense de fonctionnement sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés : la Ville se prévaut des allègements prévus par le Ministère.

- Le financement à long terme des activités de fonctionnement: au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

I) Instruments financiers

Évaluation initiale

La Ville comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état consolidé de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

Les coûts de transaction relatifs aux actifs et aux passifs financiers qui seront évalués ultérieurement à la juste valeur sont comptabilisés aux résultats consolidés au cours de l'exercice où ils sont engagés.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de la Ville sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers).

Les coûts de transaction afférents aux emprunts à long terme évalués au coût après amortissement sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La Ville détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état consolidé des résultats.

Dans le cas d'un placement de portefeuille, si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement de portefeuille ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état consolidé des résultats qu'au moment de sa réalisation.

J) Autres éléments

s.o.

3. Modification de méthodes comptables

Partenariats public-privé

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Au cours de l'exercice, la ville a adopté les normes du chapitre SP 3160, « Partenariats public-privé », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Ce chapitre établit des exigences relatives au traitement comptable des partenariats conclus entre une entité du secteur public et une entité du secteur privé et selon lesquels l'entité du secteur public se dote d'un élément d'infrastructure avec l'aide d'un partenaire du secteur privé. Les partenariats public-privé constituent un modèle de financement et d'approvisionnement pour la conception, la construction, l'acquisition ou l'amélioration d'éléments d'infrastructure.

Les normes du chapitre SP 3160 s'appliquent lorsque le partenaire du secteur privé est notamment responsable de la conception, de la construction, de l'acquisition ou de l'amélioration de l'élément d'infrastructure, en plus d'être responsable de son financement après la mise en état d'utilisation, et de son exploitation et/ou de son entretien.

Dans ces cas, la ville comptabilise un actif au titre de l'élément d'infrastructure réalisé en partenariat public-privé au moment où elle en obtient le contrôle et comptabilise un passif en contrepartie.

L'actif au titre de l'élément d'infrastructure est comptabilisé au coût. Lorsque la durée de vie de l'actif est limitée, le coût, déduction faite de sa valeur résiduelle, est amorti sur la durée de vie utile d'une manière logique et systématique appropriée à la nature de l'actif et à son utilisation par la ville.

La mesure initiale du passif à comptabiliser se fait au même montant que celui de l'actif afférent à l'élément d'infrastructure qui s'y rattache, moins toute contrepartie déjà cédée au partenaire du secteur privé.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023, ont fait l'objet d'une application rétroactive. L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la ville.

La ville a recours au type de partenariat public-privé selon lequel le partenaire du secteur privé conçoit, construit, finance et exploite et/ou entretient l'élément d'infrastructure en échange d'un droit contractuel de recevoir de la trésorerie ou d'autres actifs financiers. Le passif découlant de ce modèle correspond à un passif financier (« modèle du passif financier »). La mesure ultérieure d'un passif financier se fait au coût après amortissement au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif conformément au modèle du passif financier. Le taux d'actualisation utilisé pour calculer le coût après amortissement est le taux implicite du contrat, soit le taux qu'il faut utiliser pour que la valeur actualisée globale de la portion capital des paiements de service prédéterminés soit égale à la valeur de l'actif afférent à l'élément d'infrastructure lors de la mesure initiale.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023, ont fait l'objet d'une application rétroactive. Cette modification comptable n'a aucune incidence sur les états financiers de la ville.

Revenus

Au cours de l'exercice, la ville a adopté les normes du chapitre SP 3400, « Revenus », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Ce chapitre établit des exigences différenciées en matière de comptabilisation en ce qui a trait aux revenus issus des opérations qui comportent des obligations de prestation (appelées « opérations avec contrepartie ») et à ceux issus des opérations sans obligation de prestation (appelées « obligations sans contrepartie ») ainsi qu'aux informations à fournir à leur sujet.

Le chapitre définit une obligation de prestation comme étant une promesse exécutoire de fournir des biens ou des services précis à un payeur en particulier. Le revenu tiré d'une opération avec contrepartie est constaté lorsque la ville remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou les services promis au payeur.

Les revenus tirés d'une opération sans contrepartie sont constatés lorsque la ville a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et qu'elle relève une opération passée ou un événement passé qui est à l'origine d'un actif.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Pour les opérations avec contrepartie, la ville doit déterminer quels biens ou services (ou quels groupes de biens ou de services) sont distincts et doivent, par conséquent, être traités séparément. Lorsque la ville détermine qu'il y a plus d'une obligation de prestation pour une même opération, elle doit utiliser une méthode de répartition du prix de la transaction. Pour ce faire, elle utilise le prix de vente spécifique des biens ou des services attribué à chacune des obligations de prestation lorsque celui-ci est connu; dans le cas contraire, elle procède à une estimation à l'aide des informations dont elle dispose pour effectuer cette répartition.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023, ont fait l'objet d'une application prospective. L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la ville.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	2 713 159	2 413 678
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments	3.1		
▪			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	2 713 159	2 413 678
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	(755 857)	(127 111)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	1 957 302	2 286 567
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	2 713 159	2 413 678
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	5 338 997	6 955 712

Note

L'encaisse des organismes contrôlés et partenariats est présenté dans les sommes affectées comprises trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 3 298 968 \$ (2 012 198 \$ en 2023)

Intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 930 650 \$ (773 241 \$ en 2023)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	6 393 993	5 556 921
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	56 524 738	51 687 413
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	17 890 538	17 266 781
Organismes municipaux	13	2 269 071	2 615 827
Autres			
▪ Mutations, amendes, etc.	14.1	6 905 046	6 154 782
▪ Terrains, terre Miner	14.2	2 776 025	3 319 847
	15	92 759 411	86 601 571
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	21 528 886	23 230 242
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	21 528 886	23 230 242
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	1 340 514	1 283 632
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		19 717
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	40 348 435	34 510 788
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	14 084 176	14 245 629
Ministère de la Culture et des Communications	25	687 656	717 219
Autres ministères/organismes	26	1 404 471	2 194 060
	27	56 524 738	51 687 413

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 1.67 % à 4.48 % (1.67 % à 4.48 % au 31 décembre 2023) et viennent à l'échéance au plus tard en 2042.

Les montants des débiteurs du gouvernement du Québec et ses entreprises non rattachés à une dette encaissables sur plusieurs exercices totalisent 812 335 \$, portent intérêt à des taux variant de 0.764 % à 5.00 % (0.764 % à 5.00 % au 31 décembre 2023) et viennent à échéance au plus tard en 2027.

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33	328 042	311 558
Autres placements	34	651 622	300 849
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37	979 664	612 407
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38	651 622	300 849
Provision pour moins-valeur déduite des placements de portefeuille	39		

Note

Le placement à titre d'investissement est constitué de la participation dans le fonds de garantie de la franchise responsabilité civile et en biens de l'Union des municipalités du Québec pour un montant de 328 042 \$.

8. Autres actifs financiers

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note**9. Emprunts temporaires**

La ville de Granby bénéficie de marges de crédit pour un total autorisé de 44 260 000 \$ (25 000 000 \$ au 31 décembre 2023) soit 25 000 000 \$ pour les opérations courantes et de 19 260 000 \$ pour les investissements au taux préférentiel. Au 31 décembre 2024, le taux préférentiel était de 5.45 % (7.20 % au 31 décembre 2023) et les marges de crédit sont renouvelables annuellement.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	6 971 371	8 963 773
Salaires et avantages sociaux	44	3 000 639	2 927 467
Dépôts et retenues de garantie	45	9 455 014	9 345 664
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Int.dette long terme et autres courus	47.1	1 699 780	1 695 292
▪ Autre passif OST	47.2		
▪ Autre passif MSC	47.3		593 602
	48	21 126 804	23 525 798

Note

Au cours de l'exercice, la Ville a acquis des immobilisations, dont un montant de 10 335 729 \$ (11 737 572 \$ au 31 décembre 2023) est inclus dans les fournisseurs et dépôts et retenues de garantie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	50 874	62 865
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53	229 255	
Autres			
▪ Autres transferts	54.1	3 847 034	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55	898 331	626 349
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	314 147	249 445
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Autres revenus	62.1	1 303 761	3 799 376
▪ Fonds développ. des territoires	62.2	36 619	36 619
	63	6 680 021	4 774 654

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,70	5,50	2025	2034	64	81 382 000	76 168 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	0,50	8,08	2025	2027	68	123 270	193 259
Autres	3,99	7,80	2025	2027	69	1 106 989	959 028
					70	82 612 259	77 320 287
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(481 503)	(428 421)
					72	82 130 756	76 891 866

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2025	73		16 178 000	73 666	912 679	17 164 345
2026	74		19 880 000	51 763	29 063	19 960 826
2027	75		11 494 000	32 869	144 933	11 671 802
2028	76		12 826 000			12 826 000
2029	77		8 648 000			8 648 000
2030 et plus	78		12 356 000			12 356 000
	79		81 382 000	158 298	1 086 675	82 626 973
Intérêts et frais accessoires	80		(	14 714)	(	14 714)
	81		81 382 000	143 584	1 086 675	82 612 259

Note

Les versements estimatifs incluent les refinancements dans l'année où ils surviennent.

13. Avantages sociaux futurs

		2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	(4 022 900)	(7 330 886)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	(16 852 400)	(16 999 700)
	84	(20 875 300)	(24 330 586)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	4 517 014	3 560 728
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	184 600	(131 000)
Régimes à cotisations déterminées	87		
Autres régimes (REER et autres)	88	121 771	82 077
Régimes de retraite des élus municipaux	89	76 625	82 077
	90	4 900 010	3 593 882

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

		2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	765 000	765 000
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92		
Autres			
▪ Autres passifs	93.1		1 153 200
	94	765 000	1 918 200
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95		
Passifs engagés	96		
Passifs réglés	97	(	)(
Charge de désactualisation ¹	98		
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100		

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	93 548 583	6 140 793	(2)	99 689 378
Eaux usées	102	164 499 407	3 922 771		168 422 178
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	293 854 999	22 136 576		315 991 575
Autres					
▪ Eclairage rues, parcs et stat.	104.1	88 173 157	4 944 778	(1)	93 117 936
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	145 049 109	1 463 040	(211)	146 512 360
Améliorations locatives	107	187 416	(78 631)		108 785
Véhicules	108	23 822 362	1 423 929	6 181	25 240 110
Ameublement et équipement de bureau	109	18 167 069	1 363 132	(195)	19 530 396
Machinerie, outillage et équipement divers	110	15 801 413	644 810	13 084	16 433 139
Terrains	111	29 610 835	1 220 132	2 282 063	28 548 904
Autres	112	461 897	46 065	34	507 928
	113	873 176 247	43 227 395	2 300 953	914 102 689
Immobilisations en cours	114	4 342 737	(1 765 035)	10	2 577 692
	115	877 518 984	41 462 360	2 300 963	916 680 381
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	40 679 300	2 490 164		43 169 464
Eaux usées	117	74 759 952	4 153 680		78 913 632
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	122 976 786	8 465 115	2	131 441 899
Autres					
▪ Eclairage rues, parcs et stat.	119.1	46 624 638	3 733 293		50 357 931
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	51 655 228	5 103 319	(84)	56 758 631
Améliorations locatives	122	106 260	(11 374)		94 886
Véhicules	123	19 053 770	1 162 331	6 000	20 210 101
Ameublement et équipement de bureau	124	15 521 211	962 532		16 483 743
Machinerie, outillage et équipement divers	125	13 177 471	802 613		13 980 084
Autres	126	128 337	34 638	(12)	162 987
	127	384 682 953	26 896 311	5 906	411 573 358
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	492 836 031			505 107 023
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129	303 486			303 486
Amortissement cumulé	130	(62 889)	(26 345)	()	(89 234)
Valeur comptable nette	131	240 597			214 252

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132		
Immeubles industriels municipaux	133	1 948 103	1 900 048
Autres	134		
	135	1 948 103	1 900 048
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	1 948 103	1 900 048

Note

Au cours de l'exercice, la Ville a reclassé une propriété des immobilisations corporelles aux propriétés destinées à la revente pour un montant de 2 281 969 \$.

17. Actifs incorporels achetés

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	138.1				
	139				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	140.1				
	141				
VALEUR COMPTABLE NETTE	142				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	143.1	1 192 972	986 084
Autres			
▪	144.1		
	145	1 192 972	986 084

Note**19. Obligations contractuelles***Office d'habitation de la Haute-Yamaska-Rouville*

L'Office d'habitation de la Haute-Yamaska-Rouville, la Ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % au déficit d'exploitation et la Ville de Granby subventionne le solde du déficit pour l'ensemble immobilier se situant sur son territoire.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

20. Droits contractuels

La Ville reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractés pour le financement de projets d'immobilisations corporelles et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 4 368 000 \$ sur une période de 17 ans. L'échéancier de ces subventions est de 612 000 \$ en 2025, 547 000 \$ en 2026, 500 000 \$ en 2027, 451 000 \$ en 2028 et 402 000 \$ en 2029.

La Ville reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour le financement de projets d'immobilisations corporelles et d'infrastructures terminés pour lesquels elle n'a pas contracté d'emprunt. Les encaissements prévus en intérêts totalisent 61 000 \$ sur une période de 17 ans. L'échéancier de ces subventions est de 24 000 \$ en 2025, 14 000 \$ en 2026, 5 000 \$ en 2027, 2 000 \$ en 2028 et 2 000 \$ en 2029.

La Ville a également conclu des contrats de location de locaux échéant à différentes dates jusqu'en 2045, prévoyant la perception de loyers totalisant 4 315 000 \$. Les revenus de location à percevoir au cours des cinq prochains exercices s'élèvent à 375 000 \$ en 2025, à 328 000 \$ en 2026, à 278 000 \$ en 2027, à 259 000 \$ en 2028 et à 263 000 \$ en 2029.

21. Passifs éventuels

Les passifs éventuels se composent de ce qui suit:

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de La Haute-Yamaska. Au 31 décembre 2024, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 7 551 216 \$.

B) Auto-assurance

s.o.

C) Poursuites

Au 31 décembre 2024, les réclamations en dommages contestées par la Ville s'élèvent à environ 5 200 000 \$. La Ville est couverte par une assurance responsabilité de 10 millions \$. Tout paiement additionnel pouvant résulter du dénouement de ces éventualités sera imputé aux résultats de l'exercice en cours.

D) Autres

s.o.

22. Actifs éventuels

s.o.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes du périmètre comptable et les partenariats, après élimination des opérations réciproques. Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles consolidées.

26. Instruments financiers

Politique de gestion des risques

La Ville est exposée à divers risques découlant de ses instruments financiers. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Ville.

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, de procédures et de pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de fin d'exercice.

Risques financiers

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie fasse défaut à ses obligations contractuelles. Le risque de crédit de la Ville est principalement attribuable aux débiteurs, excluant les taxes à la consommation à recevoir. La Ville juge que le risque de crédit afférent aux sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada n'est pas important. Afin de réduire son risque de crédit, la Ville analyse régulièrement le solde des débiteurs, excluant les sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada, et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, fondée sur leur valeur de réalisation estimative.

La valeur comptable des principaux actifs financiers de la Ville représente son exposition maximale au risque de crédit.

La chronologie des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses au 31 décembre se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
	\$	\$
Débiteurs en souffrance		
Moins de un an	5 956 647	5 059 237
Entre un et deux ans	1 080 848	1 048 714
Entre deux et trois ans	230 974	223 155
Plus de trois ans	403 816	338 570
Sous-total	7 672 285	6 669 676
Moins : provision pour créances douteuses	1 340 514	1 283 632
Total	6 331 771	5 386 044

La variation de la provision pour créances douteuses de l'exercice s'explique comme suit :

	2024	2023
	\$	\$
Solde au début	1 283 632	1 241 622
Perte de valeur comptabilisée aux résultats consolidés	55 517	32 134
Montants radiés	1 365	9 876
Montants recouvrés		
Solde à la fin	1 340 514	1 283 632

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Ville au risque de variations de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable, à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe sont les dettes à long terme. Les instruments financiers à taux d'intérêt variable sont les emprunts temporaires.

La Ville n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1 % (1 % au 31 décembre 2023) n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent (le déficit) de l'exercice ni sur les gains de réévaluation nets de l'exercice.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de la Ville est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers.

La Ville est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la Ville dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La Ville établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Les échéances contractuelles des passifs financiers (non actualisées, y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) se détaillent comme suit :

	Moins de 1 an	De 1 à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans
	\$	\$	\$	\$
Créditeurs et charges à payer	21 126 804			
Emprunts temporaires	24 454 837			
Dettes à long terme	19 770 334	35 462 987	23 367 201	13 781 346
Autres passifs financiers				
Total	65 351 975	35 462 987	23 367 201	13 781 346

27. Fonds de roulement

La ville de Granby possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 15 500 000 \$ (13 000 000 \$ au 31 décembre 2023). Les remboursements en capital à effectuer au cours des cinq (5) prochains exercices se feront à même les activités financières de fonctionnement.

28. Risques environnementaux

Les opérations de la Ville sont régies par les lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement déterminables en ce que concerne la résultante, l'échéance ou l'impact. Présentement, au meilleur de la connaissance de ses dirigeants, la Ville fonctionne en conformité avec les lois et règlements en vigueur. Tout paiement pouvant résulter de la restauration de sites, à l'exception de la quote-part des coûts de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, serait comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	101 976 768	106 891 790	108 560 205			108 560 205
Compensations tenant lieu de taxes	2	3 123 121	3 296 344	3 383 530			3 383 530
Quotes-parts	3					6 498 178	
Transferts	4	5 492 938	6 204 487	8 021 552		832 649	8 201 312
Services rendus	5	3 802 676	3 380 315	3 885 290		3 790 543	6 704 201
Imposition de droits	6	10 971 150	6 261 000	11 433 371			11 433 371
Amendes et pénalités	7	2 778 402	2 761 400	2 332 622			2 332 622
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	773 241	485 903	930 650		32 796	963 446
Autres revenus	10	3 429 299	369 548	1 642 168		1 286 366	2 928 534
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	132 347 595	129 650 787	140 189 388		12 440 532	144 507 221
Investissement							
Taxes	13	185 621		215 341			215 341
Quotes-parts	14						
Transferts	15	16 137 673		12 128 343			12 128 343
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	7 739 956		1 946 290			1 946 290
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	24 063 250		14 289 974			14 289 974
	22	156 410 845	129 650 787	154 479 362		12 440 532	158 797 195
Charges							
Administration générale	23	15 167 167	16 313 476	15 781 144	716 604		16 497 748
Sécurité publique	24	24 240 516	29 326 828	26 490 724	1 031 465		27 522 189
Transport	25	18 694 730	20 149 059	20 448 705	10 412 307	2 814 166	32 413 919
Hygiène du milieu	26	18 006 883	18 963 951	19 579 279	7 747 831		27 327 110
Santé et bien-être	27	286 022	379 200	2 584 829			2 584 829
Aménagement, urbanisme et développement	28	5 870 298	5 504 741	7 890 737	502 958	1 357 762	8 694 310
Loisirs et culture	29	19 554 477	19 960 909	22 037 732	5 976 302	8 025 882	30 235 623
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	3 048 139	3 787 161	4 608 257		81 868	4 690 125
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	26 447 165	26 126 472	26 387 467 (	26 387 467)		
	34	131 315 397	140 511 797	145 808 874		12 279 678	149 965 853
Excédent (déficit) lié aux activités	35	25 095 448	(10 861 010)	8 670 488		160 854	8 831 342

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) lié aux activités	1	25 095 448	(10 861 010)	8 670 488	160 854	8 831 342
Moins : revenus d'investissement	2 (	24 063 250)	()	14 289 974)	()	14 289 974)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	1 032 198	(10 861 010)	(5 619 486)	160 854	(5 458 632)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	26 447 165	26 126 472	26 387 467	508 844	26 896 311
Produit de cession	5	315 705	20 000	23 610	16 079	39 689
(Gain) perte sur cession	6	(261 914)	(20 000)	(23 610)	(3 000)	(26 610)
Réduction de valeur / Reclassement	7	(67 648)		2 281 982		2 281 982
	8	26 433 308	26 126 472	28 669 449	521 923	29 191 372
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	789 276		2 281 969		2 281 969
Réduction de valeur / Reclassement	10	67 648		(2 281 969)		(2 281 969)
	11	856 924				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	84 459				
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	83 734		71 097		71 097
	15	168 193		71 097		71 097
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			1 805 865		1 805 865
Remboursement de la dette à long terme	17 (	8 814 682)	(7 423 550)	(7 203 717)	(843 216)	(8 046 933)
	18	(8 814 682)	(7 423 550)	(5 397 852)	(843 216)	(6 241 068)
Affectations						
Activités d'investissement	19 (	3 705 220)	(3 385 000)	(1 969 230)	(442 825)	(2 412 055)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	210 530		2 422 323		2 422 323
Excédent de fonctionnement affecté	21	893 382	150 000	922 004		922 004
Réserves financières et fonds réservés	22	(4 723 648)	(4 606 912)	(4 483 329)		(4 483 329)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(816 800)		(508 000)		(508 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(8 141 756)	(7 841 912)	(3 616 232)	(442 825)	(4 059 057)
	26	10 501 987	10 861 010	19 726 462	(764 118)	18 962 344
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	11 534 185		14 106 976	(603 264)	13 503 712

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	24 063 250	14 289 974		14 289 974
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	592 131)(	555 108)(	) (	555 108)
Sécurité publique	3 (	989 970)(	698 417)(	) (	698 417)
Transport	4 (	25 456 006)(	24 792 260)(	420 952)(	25 213 212)
Hygiène du milieu	5 (	18 510 029)(	9 893 431)(	) (	9 893 431)
Santé et bien-être	6 (	2 142 103)(	1 050 429)(	) (	1 050 429)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	558 881)(	361 496)(	9 753)(	371 249)
Loisirs et culture	8 (	4 996 500)(	3 532 502)(	148 012)(	3 680 514)
Réseau d'électricité	9 (				
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (				
	11 (	53 245 620)(	40 883 643)(	578 717)(	41 462 360)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	89 991)(	48 051)(	) (	48 051)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	115 049)(	87 581)(	) (	87 581)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	5 721 872	12 200 000	196 505	12 396 505
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	3 705 220	1 969 230	442 825	2 412 055
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	744 169	383 723		383 723
Excédent de fonctionnement affecté	17	4 176 701	8 603 051		8 603 051
Réserves financières et fonds réservés	18	4 499 803	4 465 000		4 465 000
	19	13 125 893	15 421 004	442 825	15 863 829
	20	(34 602 895)	(13 398 271)	60 613	(13 337 658)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(10 539 645)	891 703	60 613	952 316

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023		2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	(127 111)	(755 857)	2 713 159	1 957 302
Débiteurs (note 5)	2	85 974 756	92 525 910	312 545	92 759 411
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	311 558	328 042	651 622	979 664
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	86 159 203	92 098 095	3 677 326	95 696 377
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10	14 748 713	24 454 837		24 454 837
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	22 711 423	20 334 469	871 379	21 126 804
Revenus reportés (note 11)	12	4 305 833	6 135 192	544 829	6 680 021
Dette à long terme (note 12)	13	75 739 579	80 900 497	1 230 259	82 130 756
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	24 330 586	20 875 300		20 875 300
Autres passifs (note 14)	15	1 918 200	765 000		765 000
	16	143 754 334	153 465 295	2 646 467	156 032 718
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(57 595 131)	(61 367 200)	1 030 859	(60 336 341)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	489 241 849	501 456 047	3 650 976	505 107 023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	1 900 048	1 948 103		1 948 103
Stocks de fournitures	20	1 367 497	1 341 544	66 530	1 408 074
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	879 810	1 086 074	106 898	1 192 972
	23	493 389 204	505 831 768	3 824 404	509 656 172
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	13 643 923	16 942 540	1 526 344	18 468 884
Excédent de fonctionnement affecté	25	15 007 604	13 121 783	908 209	14 029 992
Réserves financières et fonds réservés	26	1 983 669	4 501 998		4 501 998
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	24 974 375) (	25 792 175) (	) (	25 792 175)
Financement des investissements en cours	28	(13 791 308)	(15 036 529)		(15 036 529)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	443 924 560	450 726 951	2 420 710	453 147 661
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	435 794 073	444 464 568	4 855 263	449 319 831
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	45 650 105	44 814 129	50 796 352	46 067 707
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	14 756 457	11 598 624	12 643 278	10 711 368
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6	3 723 400	2 634 270	2 969 810	2 633 428
Autres services	7				
Autres biens et services	8	23 893 466	29 723 538	32 425 562	29 862 562
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	2 115 114	1 946 821	1 973 526	1 352 701
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec					
et ses entreprises	11	317 947	475 734	475 734	359 480
D'autres tiers	12	200 000	236 501	236 501	201 314
Autres frais de financement	13	1 154 100	1 949 201	2 004 364	1 226 398
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	11 190 071	11 243 705	11 243 705	10 637 923
Transferts	15				
Autres	16	7 612 735	7 309 722	811 544	1 086 776
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	3 717 930	7 043 918	7 043 918	4 292 649
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	26 126 472	26 387 467	26 896 311	26 929 964
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Autres dépenses	21.1	54 000	445 244	445 248	237 565
	22	140 511 797	145 808 874	149 965 853	135 599 835

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	18 468 884	15 215 966
Excédent de fonctionnement affecté	2	14 029 992	15 688 084
Réserves financières et fonds réservés	3	4 501 998	1 983 669
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	25 792 175)(	24 974 375)
Financement des investissements en cours	5	(15 036 529)	(13 791 308)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	453 147 661	446 366 453
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	449 319 831	440 488 489
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	16 942 540	13 643 923
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	1 526 344	1 572 043
	11	18 468 884	15 215 966
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Surplus réservé - PRF	12.1	250 657	365 379
▪ Surplus réservé - Aide	12.2	636 098	561 098
▪ Surplus réservé - Engagements	12.3	2 943 230	1 840 237
▪ Surplus réservé - Autres	12.4	1 648 016	1 479 298
▪ Surplus réservé - Immos	12.5	3 254 815	607 866
▪ Surplus réservé - Transport en commun	12.6	1 000 000	1 000 000
▪ Surplus réservé - Logements soc. abordables	12.7	20 983	155 983
▪ Surplus réservé - Milieux naturels	12.8	1 000 000	500 000
▪ Surplus réservé - Animation Centre-ville	12.9	123 730	232 000
▪ Surplus réservé - Politique sport, culture, aînés, immigration	12.10		150 000
▪ Surplus réservé - Imprévus	12.11	94 254	115 743
▪ Surplus réservé - Parcs	12.12		1 000 000
▪ Surplus réservé - Palace	12.13		2 000 000
▪ Surplus réservé - PTI infras,routières et mob. durable	12.14		5 000 000
▪ Surplus réservé - Plan d'actions divers	12.15	150 000	
▪ Surplus réservé - Remboursement de la dette	12.16	2 000 000	
	13	13 121 783	15 007 604
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ RARCE	14.1	333 863	286 019
▪ Org. contrôlés(CINLB,GMS,VCC)	14.2	574 346	394 461
	15	908 209	680 480
	16	14 029 992	15 688 084

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	17.1		
	18		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	2 536 158	284 664
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23		
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25		
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	637 500	425 000
Autres			
▪ Fonds de stationnement	30.1	156 015	135 015
▪ Fonds - milieux humides	30.2	1 172 325	1 138 990
	31	4 501 998	1 983 669
	32	4 501 998	1 983 669

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 (	)	(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 (	9 021 500)	(9 021 500)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 (	)	(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 (	)	(
Autres	37 (	2 525 300)	(2 886 000)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 (	7 830 900)	(7 978 200)
	39 (	19 377 700)	(19 885 700)
Assainissement des sites contaminés	40 (	)	(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 (	)	(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 (	)	(
Autres			
▪	43.1 (	)	(
	44 (	19 377 700)	(19 885 700)
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	45 (	)	(
Utilisation du fonds de roulement	46 (	)	(
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	47 (	)	(
Utilisation du fonds de roulement	48 (	)	(
Autres			
▪	49.1 (	)	(
	50 (	)	(
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	51 (	)	(
Mesure relative à la COVID-19	52 (	)	(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 (	)	(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 (	)	(
Autres			
▪ Financement des activités fonctionnement	55.1 (	6 414 475)	(5 088 675)
	56 (	6 414 475)	(5 088 675)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	57		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60		
Autres			
▪	61.1		
	62		
	63 (	25 792 175)	(24 974 375)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	64	13 846 866	13 894 877
Investissements à financer	65 (	28 883 395)(	27 686 185)
	66	(15 036 529)	(13 791 308)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	505 107 023	492 836 031
Propriétés destinées à la revente	68	1 948 103	1 900 048
Prêts	69		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70	328 042	311 558
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71		
	72	507 383 168	495 047 637
Ajustements aux éléments d'actif	73		
	74	507 383 168	495 047 637
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	75 (	82 130 756)(	76 891 866)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (	481 503)(	428 421)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	21 528 886	23 230 242
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	6 414 475	5 088 675
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79		
	80 (	54 668 898)(	49 001 370)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 (	(433 391))(	(320 186))
	82 (	54 235 507)(	48 681 184)
	83	453 147 661	446 366 453

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

La Ville de Granby offre à ses employés un régime de retraite à prestations déterminées. Les employés versent une cotisation déterminée et l'employeur assume le solde des cotisations requises à son provisionnement. Les rentes sont établies sur la base d'un crédit de rente de 2 % du salaire admissible.

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (RLRQ, c. 15) (ci-après la «Loi»). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

La Loi prévoit un processus avec période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements à être apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel doit être prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus, avec négociations à compter du 1^{er} janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 était requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Application de la Loi aux régimes de la municipalité et ses entités consolidées

La ville et ses entités consolidées participent à un régime de retraite qui est visé par la Loi et qui fait l'objet du processus de négociations depuis janvier 2016.

La ville et ses entités consolidées ont finalisé des ententes pour tous les groupes de participants en 2017. Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2014 après restructuration a été déposée le 13 décembre 2017 et reflète ces ententes. L'effet sur les modalités de partage du service courant et du fonds de stabilisation a été appliqué conformément avec des dispositions de la Loi et des dispositions des ententes conclues.

Les ententes prévoient un partage du service courant à compter du 1er janvier 2017, une cotisation de stabilisation à compter du 1er juillet 2017 pour les policiers et du 1er septembre 2017 pour les autres groupes et un partage des déficits lié au service postérieur au 31 décembre 2013 à partir du 1er janvier 2017 pour les policiers et du 1er septembre 2017 pour les autres groupes. Les ententes prévoient également que les participants assument 45 % du déficit de l'ancien volet (service avant le 1er janvier 2014) via le versement d'une cotisation de restructuration sur une période de 5 ans à partir du 1er janvier 2017, tel que déjà présumé aux fins du coût des services passés reconnu dans l'exercice 2014.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les cotisations de stabilisation versées par la Ville et par les participants et les cotisations de restructuration versées par les participants sont incluses dans le coût des avantages pour services rendus total de l'exercice où elles sont versées.

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	(7 330 886)	(9 353 859)
Charge de l'exercice	4 (	4 517 014)(	3 560 728)
Cotisations versées par l'employeur	5	7 825 000	5 583 701
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	(4 022 900)	(7 330 886)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	171 227 500	162 976 400
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (	179 584 000)(	172 981 300)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(8 356 500)	(10 004 900)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	4 333 600	4 478 700
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	(4 022 900)	(5 526 200)
Provision pour moins-value	12 (	)(	1 804 686)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	(4 022 900)	(7 330 886)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	171 227 500	162 976 400
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	179 584 000)(	172 981 300)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (	8 356 500)(	10 004 900)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	6 025 800	6 231 400
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	2 679 000	
	20	8 704 800	6 231 400
Cotisations salariales des employés	21 (	3 349 300)(	3 449 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	)(	)
	23	5 355 500	2 782 400
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	401 000	(32 000)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪ Provision pour indexation	29.1	(1 804 686)	476 628
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	3 951 814	3 227 028
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	10 072 700	9 628 700
Rendement espéré des actifs	32 (	9 507 500)(	9 295 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	565 200	333 700
Charge de l'exercice	34	4 517 014	3 560 728

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	7 236 300	6 137 100
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (	9 507 500)(	9 295 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	(2 271 200)	(3 157 900)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	2 015 300	(2 200 400)
Prestations versées au cours de l'exercice	39	10 159 500	10 246 800
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	173 216 300	151 707 500
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	7 084 500	4 890 200
DMERCA du nouveau volet	45	18	18
DMERCA de l'ancien volet	46	12	12
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	5,85 %	5,60 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	5,60 %	5,85 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	2,50 %	2,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	1

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

La Ville de Granby offre à ses employés actifs et retraités une assurance collective sur la vie et les soins médicaux.

Ce bénéfice ne s'applique pas aux retraités cols bleus engagés après le 1er janvier 2009. Ce régime à coûts partagé est non capitalisé.

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (16 999 700)	(17 455 800)
Charge de l'exercice	56 (184 600)	(131 000)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 331 900	325 100
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (16 852 400)	(16 999 700)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (12 094 500)	(10 167 600)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (12 094 500)	(10 167 600)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (4 757 900)	(6 832 100)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (16 852 400)	(16 999 700)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (16 852 400)	(16 999 700)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	231 500	230 300
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72	231 500	230 300
Cotisations salariales des employés	73 (	)	)
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 (	)	)
	75	231 500	230 300
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	(522 700)	(822 100)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	(291 200)	(591 800)
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	475 800	460 800
Rendement espéré des actifs	84 (	)	)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	475 800	460 800
Charge de l'exercice	86	184 600	(131 000)
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 (	)	)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	(1 551 500)	40 100
Prestations versées au cours de l'exercice	91	331 900	325 100
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	13	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	4,00 %	4,65 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	4,00 %	4,65 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
▪	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 _____

Description des régimes et autres renseignements

S.O.

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____ 1

Description des régimes et autres renseignements

RRS Pompiers

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113	121 771	82 077
REER	114		
Autres régimes	115		
	116	121 771	82 077

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	11	11

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	22 737	24 355
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	76 625	82 077
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	76 625	82 077

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	77 167 550	78 614 861	71 971 016
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	9 408 450	9 551 091	10 706 739
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9	215 341	215 341	185 621
Autres	10			
	11	86 576 000	88 381 293	82 863 376
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	6 081 360	6 036 532	5 404 921
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14	5 424 925	5 301 071	5 272 132
Matières résiduelles	15	8 146 085	8 259 873	7 868 900
Autres	16.1			
Centres d'urgence 9-1-1	17	435 000	444 976	436 732
Service de la dette	18	228 420	351 801	316 328
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	20 315 790	20 394 253	19 299 013
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	20 315 790	20 394 253	19 299 013
	27	106 891 790	108 775 546	102 162 389

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	180 996	188 113	181 269
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	718 415	727 044	655 728
Cégeps et universités	32	183 771	185 978	148 630
Écoles primaires et secondaires	33	1 167 066	1 181 084	1 108 026
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	2 250 248	2 282 219	2 093 653
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	55 415	58 706	56 449
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37	681	721	681
Taxes d'affaires	38			
	39	56 096	59 427	57 130
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40	990 000	1 041 884	972 338
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42	990 000	1 041 884	972 338
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises				
autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	3 296 344	3 383 530	3 123 121

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			
Sécurité publique				
Police	48	487 875	1 031 733	756 756
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50			
Sécurité civile	51			
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	177 082	185 963	182 244
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56	685 000	1 131 588	1 408 778
Transport adapté	57	520 000	1 070 284	1 174 329
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60		53 131	
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63			
Réseau de distribution de l'eau potable	64	124 707	125 107	127 222
Traitement des eaux usées	65			
Réseaux d'égout	66	159 631	160 483	179 699
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
TRANSFERTS (suite)					
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)					
Santé et bien-être					
Habitation					
Logement social	75				
Autres	76				
Sécurité du revenu	77				
Autres	78				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	79				
Rénovation urbaine	80	30 000	50 549	50 549	22 768
Promotion et développement économique	81			98 666	82 371
Autres	82				3 999
Loisirs et culture					
Activités récréatives	83	174 144	174 144	202 107	226 753
Activités culturelles					
Bibliothèques	84	247 700	262 595	262 595	252 142
Autres	85	53 348	209 552	209 552	100 905
Réseau d'électricité	86				
	87	2 659 487	4 401 998	4 581 758	4 517 966

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			151 941
Sécurité publique				
Police	89	93 638	93 638	
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94	7 013 618	7 013 618	8 579 564
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			26 365
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104			
Réseau de distribution de l'eau potable	105	4 386 458	4 386 458	7 338 926
Traitement des eaux usées	106			
Réseaux d'égout	107			15 877
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			
Autres	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124	595 917	595 917	25 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126	38 712	38 712	
Réseau d'électricité	127			
	128	12 128 343	12 128 343	16 137 673

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133			
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	3 545 000	3 619 554	3 619 554
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			1 101 375
Autres	138			
	139	3 545 000	3 619 554	3 619 554
TOTAL DES TRANSFERTS	140	6 204 487	20 149 895	20 329 655
				21 757 014

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	141	14 100	9 089	10 183
Évaluation	142			
Autres	143			
	144	14 100	9 089	10 183
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147			
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154		125 869	172 012
Autres	155		388 560	379 809
	156		514 429	551 821
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175		78 644	
Promotion et développement économique	176			91 814
Autres	177			
	178		78 644	91 814
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179	80 000	228 523	1 708 567
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181		501 161	601 776
	182	80 000	2 209 728	2 058 192
Réseau d'électricité	183			
	184	94 100	237 612	2 811 890
				2 712 010

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)					
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	185				
Évaluation	186				
Autres	187	419 864	500 533	500 533	630 759
	188	419 864	500 533	500 533	630 759
Sécurité publique					
Police	189	80 000	131 576	131 576	71 066
Sécurité incendie					
Premiers répondants	190				
Autres	191	22 500	52 676	52 676	44 216
Sécurité civile	192				
Autres	193				
	194	102 500	184 252	184 252	115 282
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	195				
Enlèvement de la neige	196				
Autres	197				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	198	400 750	469 260	469 260	473 199
Transport adapté	199				
Transport scolaire	200				
Autres	201	50 000	64 032	64 032	41 222
Autres	202	172 960	188 336	188 336	165 117
	203	623 710	721 628	721 628	679 538
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204				
Réseau de distribution de l'eau potable	205				
Traitement des eaux usées	206	5 000			7 705
Réseaux d'égout	207				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	208				
Matières recyclables	209				
Autres	210				
Cours d'eau	211				
Protection de l'environnement	212				
Autres	213				
	214	5 000			7 705

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220	30 000	46 500	41 250
Rénovation urbaine	221	500	240	120
Promotion et développement économique	222			
Autres	223	250	60	64
	224	30 750	46 800	41 434
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	2 047 891	2 076 354	1 989 556
Activités culturelles				
Bibliothèques	226	25 500	46 379	31 632
Autres	227	31 000	71 732	245 640
	228	2 104 391	2 194 465	2 266 828
Réseau d'électricité	229			
	230	3 286 215	3 647 678	3 741 546
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	3 380 315	3 885 290	6 704 201
			6 704 201	6 453 556

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	232	711 000	945 053	945 053	1 459 378
Droits de mutation immobilière	233	5 550 000	10 467 318	10 467 318	8 876 772
Droits sur les carrières et sablières	234				
Autres	235		21 000	21 000	635 000
	236	6 261 000	11 433 371	11 433 371	10 971 150
AMENDES ET PÉNALITÉS					
	237	2 761 400	2 332 622	2 332 622	2 778 402
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE					
	238				
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS					
	239	485 903	930 650	963 446	819 641
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240	20 000	23 610	26 610	398 644
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241				
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242	175 000	1 302 823	1 302 823	1 932 042
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243				
Contributions des promoteurs	244		1 946 290	1 946 290	7 739 956
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245				
Contributions des organismes municipaux	246		112	112	1 023 566
Autres contributions	247				
Redevances réglementaires	248				
Autres	249	174 548	315 623	1 598 989	1 593 831
	250	369 548	3 588 458	4 874 824	12 688 039
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
	251				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	1 335 268	1 259 390	397 442	1 656 832	1 656 832	1 976 023
Greffé et application de la loi	2	2 780 666	2 426 350	73 541	2 499 891	2 499 891	2 410 850
Gestion financière et administrative	3	5 079 656	4 752 177	20 657	4 772 834	4 772 834	4 506 123
Évaluation	4	977 525	935 408	10 873	946 281	946 281	986 839
Gestion du personnel	5	1 341 640	1 526 127	1 142	1 527 269	1 527 269	1 194 800
Autres							
▪ Autres dépenses administration	6.1	4 798 721	4 881 692	212 949	5 094 641	5 094 641	4 993 032
	7	16 313 476	15 781 144	716 604	16 497 748	16 497 748	16 067 667
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	18 902 199	16 624 557	623 729	17 248 286	17 248 286	16 694 765
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9	8 070 737	7 667 315	394 043	8 061 358	8 061 358	
Autres	10						6 854 459
Sécurité civile	11	139 915	41 975		41 975	41 975	72 244
Autres	12	2 213 977	2 156 877	13 693	2 170 570	2 170 570	2 010 354
	13	29 326 828	26 490 724	1 031 465	27 522 189	27 522 189	25 631 822
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	6 419 347	7 057 716	9 567 499	16 625 215	16 625 215	15 669 149
Enlèvement de la neige	15	4 376 620	3 752 947	464 180	4 217 127	4 217 127	4 334 436
Éclairage des rues	16	544 914	674 079	190 722	864 801	864 801	640 395
Circulation et stationnement	17	1 320 437	1 213 052	109 611	1 322 663	1 322 663	1 437 459
Transport collectif							
Transport en commun	18	3 723 400	4 276 584	32 667	4 309 251	5 378 872	5 102 255
Transport aérien	19	96 000	96 000		96 000	579 286	600 969
Transport par eau	20						
Autres	21	3 668 341	3 378 327	47 628	3 425 955	3 425 955	2 992 452
	22	20 149 059	20 448 705	10 412 307	30 861 012	32 413 919	30 777 115

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
 EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	3 873 391	3 599 526	1 478 229	5 077 755	5 077 755	4 431 640
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 334 637	1 336 710	1 702 749	3 039 459	3 039 459	2 973 323
Traitement des eaux usées	25	3 567 186	3 693 971	1 535 615	5 229 586	5 229 586	4 542 844
Réseaux d'égout	26	1 210 740	1 271 585	2 948 463	4 220 048	4 220 048	4 156 731
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	1 582 550	2 082 167	179	2 082 346	2 082 346	1 607 979
Élimination	28	1 472 900	1 715 919		1 715 919	1 715 919	1 411 014
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	478 000	731 145		731 145	731 145	719 469
Tri et conditionnement	30	56 600	371 694		371 694	371 694	54 045
Matières organiques							
Collecte et transport	31	1 936 366	1 014 404		1 014 404	1 014 404	1 729 272
Traitement	32						
Matériaux secs	33	1 860 100	1 860 099		1 860 099	1 860 099	1 646 486
Autres	34	342 900	163 553		163 553	163 553	328 490
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37	208 165	201 907	30 838	232 745	232 745	263 487
Protection de l'environnement	38	1 040 416	1 514 431	46 066	1 560 497	1 560 497	1 345 118
Autres	39		22 168	5 692	27 860	27 860	5 692
	40	18 963 951	19 579 279	7 747 831	27 327 110	27 327 110	25 215 590
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Habitation							
Logement social	41	355 500	2 552 885		2 552 885	2 552 885	263 644
Autres	42						
Sécurité du revenu	43						
Autres	44	23 700	31 944		31 944	31 944	22 378
	45	379 200	2 584 829		2 584 829	2 584 829	286 022

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	2 555 972	2 400 235	20 187	2 420 422	2 420 422	2 121 518
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47						
Autres biens	48	35 000	154 373	2 611	156 984	156 984	200 375
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49	2 380 986	2 406 423	417 516	2 823 939	2 823 939	2 745 165
Tourisme	50	49 526	80 038		80 038	80 038	56 159
Autres	51			20 031	20 031	20 031	20 031
Autres	52	483 257	2 849 668	42 613	2 892 281	3 192 896	1 621 936
	53	5 504 741	7 890 737	502 958	8 393 695	8 694 310	6 765 184
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54	492 978	570 084	433 357	1 003 441	1 003 441	1 001 995
Patinoires intérieures et extérieures	55	1 632 509	1 816 100	633 716	2 449 816	2 449 816	2 182 341
Piscines, plages et ports de plaisance	56	2 915 219	3 418 946	1 317 308	4 736 254	4 736 254	4 488 851
Parcs et terrains de jeux	57	3 231 135	3 850 495	1 862 373	5 712 868	5 712 868	5 128 140
Parcs régionaux	58						
Expositions et foires	59						
Autres	60	2 373 078	2 862 944	353 148	3 216 092	5 061 006	4 404 442
	61	10 644 919	12 518 569	4 599 902	17 118 471	18 963 385	17 205 769
Activités culturelles							
Centres communautaires	62	837 263	1 007 380	687 616	1 694 996	1 694 996	1 589 342
Bibliothèques	63	2 426 084	2 275 166	269 515	2 544 681	2 544 681	2 443 630
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64						
Autres ressources du patrimoine	65						
Autres	66	6 052 643	6 236 617	419 269	6 655 886	7 032 561	6 477 801
	67	9 315 990	9 519 163	1 376 400	10 895 563	11 272 238	10 510 773
	68	19 960 909	22 037 732	5 976 302	28 014 034	30 235 623	27 716 542

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	2 433 061	2 422 555		2 422 555	2 449 260	1 712 181
Autres frais	71	200 000	236 501		236 501	236 501	201 314
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72	1 034 100	1 005 099		1 005 099	1 005 099	794 500
Autres	73	120 000	944 102		944 102	999 265	431 898
	74	3 787 161	4 608 257		4 608 257	4 690 125	3 139 893
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	26 126 472	26 387 467 (	26 387 467)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	2 113 616	2 113 616	2 891 854
Usines de traitement de l'eau potable	2	3 027 265	3 027 265	8 629 760
Usines et bassins d'épuration	3	1 238 013	1 238 013	2 476 582
Conduites d'égout	4	2 799 252	2 799 252	4 054 200
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	21 939 370	21 939 370	23 154 559
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	95 922	95 922	1 631 691
Aires de stationnement	9	13 637	13 637	70 236
Parcs et terrains de jeux	10	691 716	691 716	2 290 510
Autres infrastructures	11	3 556 437	3 597 587	1 007 787
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	360 884	469 024	(74 349)
Édifices communautaires et récréatifs	14	617 223	617 223	2 666 925
Améliorations locatives	15		(78 631)	31 300
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	1 471 142	1 823 085	863 486
Ameublement et équipement de bureau	18	1 183 787	1 230 423	965 967
Machinerie, outillage et équipement divers	19	546 274	602 661	772 555
Terrains	20	1 229 105	1 236 136	2 190 574
Autres	21		46 061	82 784
	22	40 883 643	41 462 360	53 706 421

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	1 079 155	1 079 155	1 758 795
Usines de traitement de l'eau potable	2	3 027 265	3 027 265	8 629 760
Usines et bassins d'épuration	3	1 238 013	1 238 013	2 476 582
Conduites d'égout	4	2 742 518	2 742 518	1 051 572
Autres infrastructures	5	20 388 988	20 430 139	22 792 771
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6	1 034 461	1 034 461	1 133 059
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9	56 734	56 734	3 002 628
Autres infrastructures	10	5 908 094	5 908 093	5 362 012
Autres immobilisations corporelles	11	5 408 415	5 945 982	7 499 242
	12	40 883 643	41 462 360	53 706 421

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	2 384 091	1 171 023	1 413 018	2 142 096
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	51 705 954	17 901 165	10 665 842	58 941 277
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	54 090 045	19 072 188	12 078 860	61 083 373
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	23 230 242	1 217 000	2 918 356	21 528 886
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	23 230 242	1 217 000	2 918 356	21 528 886
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	23 230 242	1 217 000	2 918 356	21 528 886
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	23 230 242	1 217 000	2 918 356	21 528 886
	19	77 320 287	20 289 188	14 997 216	82 612 259
Dette en cours de refinancement	20 (	)			)
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	77 320 287	20 289 188	14 997 216	82 612 259

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	81 382 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	28 883 395
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	21 528 886
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	88 736 509
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	1 230 259
Endettement net à long terme	14	89 966 768
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	7 551 216
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	97 517 984
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	97 517 984
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Administration générale					
Greffes et application de la loi	1	1 834 110	1 707 611	1 707 611	1 764 213
Évaluation	2				
Autres	3				
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5	74 100	75 780	75 780	69 952
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	96 000	96 000	96 000	96 000
Autres	10	89 400	120 046	120 046	84 317
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11	455 795	431 928	431 928	382 491
Matières résiduelles	12	7 636 666	7 683 300	7 683 300	7 300 785
Cours d'eau	13	111 700	97 296	97 296	105 365
Protection de l'environnement	14	321 900	371 265	371 265	303 685
Autres	15				
Santé et bien-être					
Habitation	16				
Autres	17	23 700	31 944	31 944	22 378
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18				
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20				
Autres	21	195 000	249 413	249 413	183 918
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	351 700	379 122	379 122	324 819
Activités culturelles	23				
Réseau d'électricité	24				
	25	11 190 071	11 243 705	11 243 705	10 637 923

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1	331 628	342 642
Charges sociales	2	99 400	100 313
Biens et services	3	40 452 615	52 802 665
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	40 883 643	53 245 620

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	86,00	35,56	158 849,00	9 958 408	2 714 076	12 672 484
Professionnels	2						
Cols blancs	3	172,00	34,54	308 035,00	11 031 638	3 006 576	14 038 214
Cols bleus	4	114,00	40,00	238 063,00	9 624 317	2 623 023	12 247 340
Policiers	5	96,00	37,80	188 446,00	10 276 078	2 234 713	12 510 791
Pompiers	6	42,00	40,00	88 213,00	3 518 757	959 006	4 477 763
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	510,00		981 606,00	44 409 198	11 537 394	55 946 592
Élus	9	11,00			736 559	160 630	897 189
	10	521,00			45 145 757	11 698 024	56 843 781

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1	2 201 872				2 201 872
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3	125 107	4 386 458			4 511 565
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5	160 483				160 483
Autres	6	5 534 090	7 037 254	704 631		13 275 975
	7	8 021 552	11 423 712	704 631		20 149 895

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	2 187 478	1 344 820
	4	2 187 478	1 344 820
Sécurité publique			
Police	5	7 346	9 654
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	117 953	107 361
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	125 299	117 015
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	1 009 351	596 242
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	1 009 351	596 242
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17		
Réseau de distribution de l'eau potable	18	333 747	189 656
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20	322 671	245 383
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	656 418	435 039
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35	206 701	134 094
Autres	36		
	37	206 701	134 094
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	406 079	407 019
Activités culturelles			
Bibliothèques	39	16 931	13 910
Autres	40		
	41	423 010	420 929
Réseau d'électricité			
	42		
	43	4 608 257	3 048 139

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Julie Bourdon	1.1	Maire	125 858	19 395	26 139	
Catherine Baudin	1.2	Conseiller	34 684	17 342		
Félix Dionne	1.3	Conseiller	34 684	17 342		
Stéphane Giard	1.4	Conseiller	34 684	17 342		
Paul Goulet	1.5	Conseiller	34 684	17 342		
Alain Lacasse	1.6	Conseiller	34 684	17 342		
François Lemay	1.7	Conseiller	34 684	17 342		
Geneviève Rheault	1.8	Conseiller	34 684	17 342		
Robert Riel	1.9	Conseiller	34 684	17 342		
Denyse Tremblay	1.10	Conseiller	34 684	17 342		
Robert Vincent	1.11	Conseiller	34 684	17 342		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

OUI NON

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 15 500 000 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

3 _____ \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4 ☒ ☐

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus

7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges

11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs

14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

16 _____ \$

Ligne 19 : Créiteurs et charges à payer

17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés

18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme

19 _____ \$

Ligne 24 : Libres

20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice

23 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice

24 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

25 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	28	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	35	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	_____	\$
Ligne 24 : Libres	41	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	_____	\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

44 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

45 _____ 64 702 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

46 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

47 _____ 3 094 097 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

48 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

49 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

50 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

51 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54 ☒ ☐

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55 ☐ ☒

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60 ☒ ☐

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ 1 615 081 \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ 50 000 \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65 ☐ ☒
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66 ☐ ☒
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 _____ \$
 - Systèmes de drainage 76 _____ \$
 - Abords de routes 77 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

82 _____

b) Date d'adoption de la résolution

83 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84 ☒ ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

85 _____ 2020-06-0454

b) Date d'adoption de la résolution

86 _____ 2020-06-15

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

87 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

88 _____

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5)

89 _____ 5

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8)

90 _____

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9)

91 _____

f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10)

92 _____

g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11)

93 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16)

94 _____ 4 062

i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

95 _____ 1 267

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

96 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

☐
☒

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 ☒☐

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2 ☒☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3 ☒☐

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4 ☐☒

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5 ☐☒

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6 ☐☒

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7 ☐☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8 ☐☐

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☐ J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☐ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☐ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-05-05

Nom du signataire : Sylvie Chouinard CPA, OMA

Fonction du signataire : Trésorière

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2025-04-16 15:10

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	132 347 595	129 650 787	140 189 388	12 440 532	144 507 221
Investissement	2	24 063 250		14 289 974		14 289 974
	3	156 410 845	129 650 787	154 479 362	12 440 532	158 797 195
Charges	4	131 315 397	140 511 797	145 808 874	12 279 678	149 965 853
Excédent (déficit) lié aux activités	5	25 095 448	(10 861 010)	8 670 488	160 854	8 831 342
Moins : revenus d'investissement	6 (	24 063 250)(	) (	14 289 974)(	) (	14 289 974)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	1 032 198	(10 861 010)	(5 619 486)	160 854	(5 458 632)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	26 447 165	26 126 472	26 387 467	508 844	26 896 311
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			1 805 865		1 805 865
Remboursement de la dette à long terme	10 (	8 814 682)(	7 423 550)(	7 203 717)(	843 216)(	8 046 933)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	3 705 220)(	3 385 000)(	1 969 230)(	442 825)(	2 412 055)
Excédent (déficit) accumulé	12	(4 436 536)	(4 456 912)	(1 647 002)		(1 647 002)
Autres éléments de conciliation	13	1 011 260		2 353 079	13 079	2 366 158
	14	10 501 987	10 861 010	19 726 462	(764 118)	18 962 344
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	11 534 185		14 106 976	(603 264)	13 503 712

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.
Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024	2023
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	(127 111)	(755 857)	1 957 302
Débiteurs	2	85 974 756	92 525 910	92 759 411
Prêts	3			
Placements de portefeuille	4	311 558	328 042	979 664
Autres	5			
	6	86 159 203	92 098 095	95 696 377
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7			
Emprunts temporaires	8	14 748 713	24 454 837	24 454 837
Créditeurs et charges à payer	9	22 711 423	20 334 469	21 126 804
Revenus reportés	10	4 305 833	6 135 192	6 680 021
Dette à long terme	11	75 739 579	80 900 497	82 130 756
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12	24 330 586	20 875 300	20 875 300
Autres	13	1 918 200	765 000	765 000
	14	143 754 334	153 465 295	156 032 718
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(57 595 131)	(61 367 200)	(60 336 341)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	16	489 241 849	501 456 047	505 107 023
Autres	17	4 147 355	4 375 721	4 549 149
	18	493 389 204	505 831 768	509 656 172
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	13 643 923	16 942 540	18 468 884
Excédent de fonctionnement affecté	20	15 007 604	13 121 783	14 029 992
Réserves financières et fonds réservés	21	1 983 669	4 501 998	4 501 998
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22 (	24 974 375)(	25 792 175)(	25 792 175)(
Financement des investissements en cours	23	(13 791 308)	(15 036 529)	(15 036 529)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	443 924 560	450 726 951	453 147 661
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25			
	26	435 794 073	444 464 568	449 319 831

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Surplus réservé - PRF	1.1	250 657	365 379
▪ Surplus réservé - Aide	1.2	636 098	561 098
▪ Surplus réservé - Engagements	1.3	2 943 230	1 840 237
▪ Surplus réservé - Autres	1.4	1 648 016	1 479 298
▪ Surplus réservé - Immos	1.5	3 254 815	607 866
▪ Surplus réservé - Transport en commun	1.6	1 000 000	1 000 000
▪ Surplus réservé - Logements soc. abordables	1.7	20 983	155 983
▪ Surplus réservé - Milieux naturels	1.8	1 000 000	500 000
▪ Surplus réservé - Animation Centre-ville	1.9	123 730	232 000
▪ Surplus réservé - Politique sport, culture, aînés, immigration	1.10		150 000
▪ Surplus réservé - Imprévus	1.11	94 254	115 743
▪ Surplus réservé - Parcs	1.12		1 000 000
▪ Surplus réservé - Palace	1.13		2 000 000
▪ Surplus réservé - PTI infras, routières et mob. durable	1.14		5 000 000
▪ Surplus réservé - Plan d'actions divers	1.15	150 000	
▪ Surplus réservé - Remboursement de la dette	1.16	2 000 000	
	2	13 121 783	15 007 604
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	908 209	680 480
	4	14 029 992	15 688 084
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	5.1		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7	2 536 158	284 664
Organismes contrôlés et partenariats	8		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9		
Organismes contrôlés et partenariats	10		
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	637 500	425 000
Autres			
▪ Fonds de stationnement	14.1	156 015	135 015
▪ Fonds - milieux humides	14.2	1 172 325	1 138 990
	15	4 501 998	1 983 669
	16	18 531 990	17 671 753

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	88 736 509
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	97 517 984

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	58 941 277	51 705 954
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	2 142 096	2 384 091
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	21 528 886	23 230 242
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	82 612 259	77 320 287

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	101 976 768	106 891 790	108 560 205	108 560 205
Compensations tenant lieu de taxes	13	3 123 121	3 296 344	3 383 530	3 383 530
Quotes-parts	14				
Transferts	15	5 492 938	6 204 487	8 021 552	8 201 312
Services rendus	16	3 802 676	3 380 315	3 885 290	6 704 201
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	13 749 552	9 022 400	13 765 993	13 765 993
Autres	18	4 202 540	855 451	2 572 818	3 891 980
	19	132 347 595	129 650 787	140 189 388	144 507 221
Investissement					
Taxes	20	185 621		215 341	215 341
Quotes-parts	21				
Transferts	22	16 137 673		12 128 343	12 128 343
Autres	23	7 739 956		1 946 290	1 946 290
	24	24 063 250		14 289 974	14 289 974
	25	156 410 845	129 650 787	154 479 362	158 797 195

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
Administration générale	1	16 313 476	15 781 144	716 604	16 497 748	16 497 748	16 067 667
Sécurité publique							
Police	2	18 902 199	16 624 557	623 729	17 248 286	17 248 286	16 694 765
Sécurité incendie	3	8 070 737	7 667 315	394 043	8 061 358	8 061 358	6 854 459
Autres	4	2 353 892	2 198 852	13 693	2 212 545	2 212 545	2 082 598
Transport							
Réseau routier	5	12 661 318	12 697 794	10 332 012	23 029 806	23 029 806	22 081 439
Transport collectif	6	3 819 400	4 372 584	32 667	4 405 251	5 958 158	5 703 224
Autres	7	3 668 341	3 378 327	47 628	3 425 955	3 425 955	2 992 452
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	9 985 954	9 901 792	7 665 056	17 566 848	17 566 848	16 104 538
Matières résiduelles	9	7 729 416	7 938 981	179	7 939 160	7 939 160	7 496 755
Autres	10	1 248 581	1 738 506	82 596	1 821 102	1 821 102	1 614 297
Santé et bien-être	11	379 200	2 584 829		2 584 829	2 584 829	286 022
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	2 555 972	2 400 235	20 187	2 420 422	2 420 422	2 121 518
Promotion et développement économique	13	2 430 512	2 486 461	437 547	2 924 008	2 924 008	2 821 355
Autres	14	518 257	3 004 041	45 224	3 049 265	3 349 880	1 822 311
Loisirs et culture	15	19 960 909	22 037 732	5 976 302	28 014 034	30 235 623	27 716 542
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	3 787 161	4 608 257		4 608 257	4 690 125	3 139 893
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	114 385 325	119 421 407	26 387 467	145 808 874	149 965 853	135 599 835
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	26 126 472	26 387 467 (	26 387 467)			
	21	140 511 797	145 808 874		145 808 874	149 965 853	135 599 835

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	24 063 250	14 289 974		14 289 974
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	53 245 620)(	40 883 643)(	578 717)(	41 462 360)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	205 040)(	135 632)(	) (	135 632)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	5 721 872	12 200 000	196 505	12 396 505
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	3 705 220	1 969 230	442 825	2 412 055
Excédent accumulé	6	9 420 673	13 451 774		13 451 774
	7	(34 602 895)	(13 398 271)	60 613	(13 337 658)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(10 539 645)	891 703	60 613	952 316

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14